

décide à son tour à abandonner ses réserves et ses ambitions pour s'intégrer à l'Europe.

L'Allemagne d'Adenauer se prête d'autant plus aisément à ce jeu américain que, dans le cadre d'une Union européenne, sa supériorité économique lui assurerait une place prépondérante au détriment des autres pays capitalistes plus faible.

Par contre, la Grande-Bretagne qui craint aussi bien la concurrence allemande que la puissance américaine s'est jusqu'à présent refusée à des engagements qui la mettraient sur un pied d'égalité dans le domaine de la production et de la concurrence avec les autres puissances capitalistes et lui imposeraient l'abolition de multiples mesures de protection de son économie, mesures qu'elle a soigneusement échafaudées dans le cadre de son empire.

Quant à la France, puissance capitaliste intermédiaire, qui se trouve aux prises avec une grave crise dans son domaine colonial menacé du Vietnam au Maroc à la fois par les mouvements grandissants des masses et par les convoitises de ses partenaires impérialistes, elle est obligée de consentir aux compromis que lui impose l'impérialisme américain. Les initiatives apparemment hardies de la France au cours des derniers mois, — le « Haut Conseil Atlantique » préconisé par Bidault en avril et le plan Schuman d'un pool du charbon et de l'acier — ont beaucoup étonné ceux qui ne voyaient pas de correspondance entre le rôle politique joué par la France et son poids économique. En réalité, les initiatives françaises ont couvé à Washington avant d'éclorre à Paris, et visaient à forcer l'Angleterre récalcitrante à suivre en Europe le cours désiré par les Etats-Unis. Ceci devient parfaitement clair à l'examen de la manière dont fut présenté et conçu le plan Schuman. La France et l'Allemagne y trouveraient chacune des avantages propres, mais qui ne sont pas opposés aux avantages que l'impérialisme américain tirerait de ce même plan. Pour cet impérialisme-ci, il s'agissait après un échec plus ou moins flagrant de l'unification de l'Europe au moyen d'ententes régionales, de reprendre le problème par l'organisation, par dessus les frontières, de telle industrie ou de tel marché. Le combinat Ruhr-Lorraine constitue la base économique fondamentale de l'Europe occidentale ; la mise en commun du charbon et de l'acier de ces régions sous une autorité internationale dans laquelle l'impérialisme américain aurait aisément une voie prépondérante, présenterait pour celui-ci un énorme intérêt à la fois économique et politique. Economique, car les investissements qu'il faudrait envisager pour réaliser une modernisation et éventuellement une expansion des industries lourdes mises en commun, exigeraient un apport massif de capitaux américains. Politique, car le pool doterait l'Europe occidentale d'une puissante base industrielle qui accélérerait son réarmement, d'autant plus que le seul marché capable d'assurer le maintien et le développement de la production du pool s'avérerait être celui des armements.

Il y a lieu d'insister sur ce dernier point. Quand on examine quel est le bilan à ce jour de l'intervention américaine en Europe et des tentatives de réorganisation et d'unification du continent, on constate que la tendance de plus en plus dominante est conditionnée par les exigences de la « guerre froide », elle-même conditionnée par la crise du système capitaliste aggravée au lendemain de la guerre, et qui oblige à écouler la surproduction dans le domaine des industries de guerre. L'impérialisme américain a imprégné à l'ensemble des pays de l'Europe occidentale le cours de sa propre économie, les entraînant dans la course aux armements qui absorbe déjà des sommes égales au total de l'aide Marshall. Dans toutes les constructions qui prétendaient viser à la réorganisation et à l'unification de l'Europe : plan Marshall, Union occidentale, Conseil de l'Europe, l'aspect militaire prend de plus en plus le pas sur l'aspect économique.

Les bourgeoisies européennes n'acceptent pas sans réticence l'ingérence américaine qui transforme leur union en un bloc militaire dirigé de Washington. Car elles craignent qu'une telle orientation n'aboutisse droit à la guerre, qui, au premier choc, ravagerait précisément l'Europe. D'autre part, dans cette même orientation « atlantique » à direction américaine, l'Europe occidentale